



jaga.afrique-gouvernance.net

DÉCLARATION DE PRAIA

Organisée à l'initiative de l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique, la première édition des Journées Annuelles de la Gouvernance en Afrique (JAGA) sur le thème de « l'Afrique réinvente sa gouvernance » s'est tenue à Praia (République du Cap-Vert) du 9 au 12 juillet 2012.

Cette première édition a inauguré un cycle de quatre conférences de réflexion prospective dont l'ambition est de contribuer à la prise en main de son destin par l'Afrique à l'horizon symbolique de 2060, centenaire des premières vagues d'indépendance. Elle a réuni des participants appartenant à divers milieux socioprofessionnels et provenant de toutes les régions d'Afrique et de la Diaspora ainsi que des amis de l'Afrique. Les objectifs de la conférence étaient de : contribuer à créer un espace durable d'échange, de valorisation et de mutualisation des expériences, réflexions et politiques publiques les plus innovantes en cours sur la gouvernance en Afrique; contribuer à une meilleure synergie entre les initiatives des institutions et les initiatives de la société civile; contribuer à une meilleure socialisation des politiques publiques en matière de gouvernance; élaborer des propositions et une stratégie multi-acteurs et prospective pour permettre à l'Afrique de reprendre effectivement son destin en main; contribuer à la mise en place d'initiatives de refondation effective de la gouvernance.

Les débats ont porté sur des thèmes fondamentaux de la gouvernance : fonder le « vivre ensemble » au sein des sociétés autour de valeurs et principes partagés; tirer le meilleur de la tradition et de la modernité et admettre le pluralisme juridique; refonder l'État africain postcolonial par la décentralisation et l'intégration régionale; promouvoir une gestion adaptée et inclusive des affaires publiques; construire les conditions d'une paix et d'une sécurité pour tous.

Les débats ont permis aux participants de dégager des consensus forts sur les points suivants :

- La prise en compte de la gouvernance comme étant à la fois la source et la solution des crises multiformes, politiques, sociales, économiques, que connaît le continent africain;
- La nécessité pour le continent de se doter d'une vision endogène, globale et à long terme de sa gouvernance, et la traduction de cette vision dans un projet partagé et inclusif de tous les acteurs de la société;
- La nécessité pour l'Afrique non seulement de participer activement au processus de mondialisation, mais aussi d'en partager le leadership, en s'appuyant sur ses innombrables atouts (des ressources humaines, notamment une jeunesse mieux formée, des ressources naturelles

immenses, des sociétés civiles de mieux en mieux organisées et entreprenantes, une volonté politique des institutions en général, des États et des organisations d'intégration régionale en particulier, d'améliorer leur fonctionnement, de renforcer leurs capacités au service des citoyens);

- La nécessité pour les sociétés africaines de définir, formaliser et mieux promouvoir les valeurs et les principes partagés qui doivent fonder les relations entre les individus et entre les communautés, les modalités de dévolution, d'exercice et de contrôle du pouvoir au service de l'intérêt général, ainsi que les modalités d'allocation et de partage équitable des ressources et richesses; ces modalités de régulation des affaires publiques doivent tenir compte de l'environnement de pluralisme normatif, institutionnel et social et inclure les modes traditionnels de régulation dans un projet, non pas passéiste, mais de modernité maîtrisée;
- La nécessité de s'appuyer stratégiquement sur les processus de décentralisation, considérés non pas comme de simples réformes administratives, mais comme un projet éminemment politique de refondation des États, qui renforce leur légitimité et leur efficacité, et assure une meilleure régulation de la diversité naturelle des sociétés;
- La nécessité de renforcer les processus d'intégration régionale en valorisant la complémentarité entre les dynamiques institutionnelles et intergouvernementales et les dynamiques sociales à la base pour faire de l'intégration un facteur de développement, de paix et de sécurité, de renforcement des États et d'intégration de l'Afrique dans le monde;
- L'importance de l'utilisation des langues africaines dans les systèmes éducatifs, institutionnels et administratifs;
- La nécessité de construire la vision et le projet africain de gouvernance avec les partenaires de l'Afrique.

Partant de ces consensus, les participants, convaincus que leur rêve pour l'Afrique peut devenir une réalité :

- x Considèrent que le partenariat multi-acteurs doit être le moteur de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques publiques et que le cadre légal et institutionnel ainsi que les mécanismes de participation citoyenne et de dialogue entre tous les acteurs doivent être renforcés à toutes les échelles, locale, nationale, sous-régionale, continentale et internationale;
- x Considèrent que l'éducation et le renforcement de la conscience et des valeurs citoyennes sont les leviers pour garantir la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers ou de groupe, de la démocratie et de la cohabitation pacifique des communautés humaines;
- x Considèrent qu'il est urgent et nécessaire de prendre les mesures pour faire des forces de défense et de sécurité des États, des forces républicaines, des acteurs du développement qui protègent la sécurité humaine et pour promouvoir une approche et une gouvernance partagée de la sécurité;

- x Considèrent que les processus constitutionnels doivent être plus inclusifs, faire émerger de meilleures modalités de régulation du pouvoir politique et de prévention et de règlement des crises;
- x Exhortent les institutions d'intégration régionale à poursuivre leurs efforts en vue de construire une vision et un projet d'intégration régionale qui promeut une citoyenneté régionale effective, territorialise et socialise davantage les politiques communautaires, renforce leurs capacités d'anticipation et de pro-activité avec les autres acteurs pour prévenir les conflits et assurer la sécurité;
- x Exhortent les États à valoriser l'utilisation des langues nationales, à renforcer et à approfondir les processus de décentralisation dans une vision partagées avec les collectivités territoriales et l'ensemble des acteurs locaux;
- x Exhortent la Diaspora africaine à participer activement à l'œuvre de refondation de la gouvernance en Afrique; -

Les participants s'engagent au sortir de la conférence à :

- Élargir et renforcer le réseau d'échange de leurs expériences et de partage de leurs initiatives de renforcement de la gouvernance en Afrique;
- Contribuer au plaidoyer, notamment envers les États et organisations d'intégration régionale, mais aussi auprès des organisations de la société civile et des populations, pour les inciter à tirer profit des travaux de la conférence;
- À œuvrer pour la poursuite et l'enrichissement des contributions au projet « Afrique Horizon 2060 ».

Les participants félicitent l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique et tous ses partenaires, africains et amis de l'Afrique, qui ont permis la tenue de la conférence et les exhortent à poursuivre le cycle de conférences.

Les participants remercient vivement la Fondation Amilcar Cabral et les autorités Cap-Verdiennes, particulièrement la présidence de la République, l'Assemblée Nationale, le Gouvernement à travers le Ministère des Affaires Extérieures, et la Mairie de Praia et les exhortent à être les relais du projet « Afrique Horizon 2060 » auprès de leurs pairs africains.

Fait à Praia le 12 juillet 2012.